

UNIVERSITÉ DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
L'ÉCOLE DOCTORALE CULTURES, REGULATIONS, INSTITUTIONS ET TERRITOIRES – CRIT
ET LE CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES – CESDIP

PRESENTENT

L'AVIS DE SOUTENANCE de Monsieur Mustapha EL MNASFI

Autorisée à présenter ses travaux en vue de l'obtention du Doctorat de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines en :

SCIENCE POLITIQUE

« Les dispositifs institutionnels dans les politiques de lutte contre l'exclusion urbaine : le cas des dispositifs participatifs dans le PNRU en France et dans l'INDH en milieu urbain au Maroc »

LE VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2015 A 14H00

A

L'UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES
3 RUE DE LA DIVISION LECLERC
SALLE DU CONSEIL
78280 GUYANCOURT

Membres du jury :

Jean-Noël FERRIE, Directeur de Recherche, à l'Université Internationales de Rabat, Maroc - Rapporteur

Abdallah SAAF, Professeur, à l'Université Mohammed V de Rabat, Maroc – Rapporteur

Jacques de MAILLARD, Professeur des Universités, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines – Directeur de thèse

Pascal DAUVIN, Maître de conférences, HDR, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines – Examineur

Renaud EPSTEIN, Maître de conférences, à l'Université de Nantes - Examineur

« Les dispositifs institutionnels dans les politiques de lutte contre l'exclusion urbaine : le cas des dispositifs participatifs dans le PNRU en France et dans l'INDH en milieu urbain au Maroc »

Présenté par : **Monsieur Mustapha EL MNASFI**

Résumé :

L'objectif de ce travail est de chercher à comprendre comment des dispositifs participatifs génèrent des effets au niveau de la relation entre les représentants des pouvoirs publics et les représentants associatifs mobilisés autour des dispositifs mis en place dans le cadre du « Programme national de rénovation urbaine » en France et de l'« Initiative nationale pour le développement humain en milieu urbain » au Maroc. Cela permet de comprendre les points communs et divergents entre les deux cas étudiés.

Cette recherche s'appuie sur le recueil d'environ 70 entretiens semi-directifs. Ceux-ci ont été réalisés avec des acteurs publics et associatifs impliqués dans le « PNRU » en France et dans l'« INDH en milieu urbain » au Maroc.

Cette thèse montre que les dispositifs participatifs mis en œuvre dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine et de l'INDH en milieu urbain, contribuent à transformer la relation entre les représentants des pouvoirs publics et les représentants associatifs. Ces dispositifs ont donné lieu à l'émergence de « professionnels » de la participation. L'enquête montre par ailleurs que les pouvoirs publics utilisent les ressources associatives pour produire de l'action publique dans les quartiers populaires. Dans ce cadre, les acteurs associatifs accomplissent des actions qui devraient être réalisées par des agents publics.

Abstract :

The objective of the present work is to understand the impact of participative mechanisms at the level of relationship between representatives of public authorities and representatives of the civil society mobilized around the procedures set up within the framework of the « National Urban Renewal Program » (NURP) in France and of the « National Initiative for Human Development » (NIHD) in urban areas in Morocco. This will enable us to elucidate the convergences and divergences between the two cases.

The data of this research is based on 70 semi-structured interviews. They were conducted with public actors and members of the civil society involved in the « NURP » in France and the « NIHD in urban areas » in Morocco.

In this dissertation I argue that the participative mechanisms implemented within the framework of the NURP and the NIHD in urban areas contribute to the transformation of the relationship between representatives of the public authorities and the association's representatives. These mechanisms gave rise to the emergence of "professionals" of participation. The survey also argues that authorities use the associative resources to produce public action in working class districts. In this context, the associative actors carry out actions which should have been accomplished by public agents.